

Table des matières

Introduction générale.	
Sens et forme d'un livre.....	13
Pourquoi une lecture juridique du « local » ?.....	13
Quelle(s) lecture(s) juridique(s) du « local » ?	17
1^{re} Partie.	
L'univers mental des juristes.....	21
Introduction.	
Ce que les juristes appellent « décentralisation »	23
Chapitre 1.	
Le « local » comme catégorie juridique.....	25
I. Interrogations initiales sur l'objet et la méthode	25
I.1. De quel « local » le droit parle-t-il ?	25
I.2. A quel droit se fier ?.....	26
I.3. Quel plan d'étude arrêter ?.....	28
II. Sur l'évolution en cours du discours juridique.....	28
II.1. L'état du local jusqu'au cours nouveau de la décentralisation	29
II.1.1. Quelle autonomie du « local » par rapport au Centre ?.....	29
II.1.2. Quelle implication du « local » dans le champ du politique ?	31
II.1.3. Quel investissement du pouvoir local dans les rapports marchands ?.....	33
II.2. Avec le droit nouveau de la décentralisation, un nouvel état des lieux ?	35
II.2.1. Le droit enregistre et consacre, au bénéfice du local, une évolution du rapport centre-périphérie.....	35
II.2.2. Le droit réfléchit la politisation du « local »	39
II.2.3. Le droit confirme une tendance à penser l'intérêt local à partir de considérations économiques	41
III. Sur l'ambiguïté persistante du savoir juridique	44
III.1. L'objet local, aporie de la pensée juridique ?	45
III.1.1. Désaccords juridiques sur l'identification du local.....	45
III.1.2. Désaccords juridiques sur l'identité locale	48
III.2. Le droit, obstacle à toute connaissance scientifique du « local » ?	50

Chapitre 2.	
La décentralisation comme objet d'analyse juridique.	
Les leçons de Charles Eisenmann.....	53
Introduction	53
I. Retour sur les thèses « dissidentes » de C. Eisenmann ou qu'appelle-t-on : « décentralisation » ?.....	58
I.1. La doctrine dominante contestée.....	58
I.1.1. Sur le « réalisme » juridique de C. Eisenmann.....	58
I.1.2. Sur le rejet par C. Eisenmann des présuppositions doctrinales	60
I.2. La structure territoriale de l'administration française revue et corrigée.....	62
I.2.1. Une relecture critique de la théorie du pouvoir hiérarchique et de la tutelle.....	63
I.2.2. L'identification d'un pouvoir de consentement.....	65
II. Interrogations sur l'actualité des thèses de Charles Eisenmann ou quelle décentralisation le droit positif français consacre-t-il ?	66
II.1. Revoir à la baisse l'étendue de ce qu'on appelle « décentralisation » .	67
II.1.1. Aspects du découpage juridique des territoires de la décentralisation	68
II.1.2. Remarques sur le fonctionnement « décentralisé » des collectivités territoriales.....	69
II.1.3. Du contrôle de l'action juridique des collectivités territoriales...	71
II.2. Revoir à la baisse l'intensité de ce qu'on appelle « décentralisation » ?.....	73
II.2.1. L'écriture de la loi.....	73
II.2.2. L'écriture du règlement et la question du pouvoir réglementaire local.....	74
2° Partie.	
Les territoires du droit.....	77
Introduction.	
La juridicité du territoire.....	79
Chapitre 3.	
Le territoire en représentation(s) juridique(s)	83
I. A la recherche d'une problématique.....	83
I.1. Registre	83
I.2. Enjeux	84
I.3. Méthode	87
II. Du droit comme mode de lecture du territoire	88
III. Du territoire comme mode de lecture du droit.....	91

Chapitre 4.	
Comment le droit de l'État ouvre le territoire au « local »	95
Introduction	95
I. Autour de la « clause générale de compétence »	
Questions sur la répartition juridique des compétences décentralisées.....	96
I.1. Objet et limites du travail.....	96
I.1.1. Pourquoi, aujourd'hui, parler de la « clause générale de compétence » ?	97
I.1.2. Comment, aujourd'hui, parler de la « clause générale de compétence » ?.....	99
I.2. A la recherche de la « clause générale de compétence ».....	101
I.2.1. La « clause générale de compétence » en son droit.....	102
I.2.2. La « clause générale de compétence » en procès.....	108
I.3. Quel « local » la « clause générale de compétence » sert-elle ?	113
I.3.1. Le « local » comme catégorie du droit de l'État.....	114
I.3.2. La « clause générale de compétence » comme mode spécifique de détermination du local	119
I.3.3. Que faire du système de la « clause générale de compétence » ?...	124
I.3.4. De quelle « simplification » parle-t-on ?	128
II. Autour de l'intérêt communautaire	134
II.1. L'intérêt communautaire : un nouvel opérateur juridique	135
II.2. L'intérêt communautaire : une nouvelle matrice politique.	138
Chapitre 5.	
Comment le « centre » se recompose dans le droit de l'État	143
I. Le droit, pourquoi ?	144
II. Le droit, oui, mais lequel ?	147
III. Qu'est-ce que le « centre » du droit ?	153
Conclusion.....	157
Chapitre 6.	
La ville sans droit ou les intercommunalités de « l'Acte 2 ». Nouvelles variations juridiques sur un modèle inusable d'administration territoriale.	159
I. Quel accompagnement législatif de la dynamique intercommunale ?.....	162
I.1. Nouveaux montages institutionnels	162
I.2. Nouvelle gestion des compétences.....	164
I.1.1. Les champs de compétences.....	164
I.1.2. La méthode d'identification des compétences.....	165
I.1.3. Les modes d'exercice des compétences	165
II. Quelle confirmation législative du modèle français d'administration territoriale ?	167
II.1. Le discours du législateur	167
II.2. L'« impensé » du texte	169
Conclusion.....	171

3^e Partie.**La décentralisation comme entreprise juridique 173**

Introduction.

Les « butoirs » constitutionnels de la décentralisation 175

Chapitre 7.

Ce que la Constitution française donne à voir de la démocratie locale..... 177

I. Les attaches constitutionnelles de la démocratie locale

(de la Constitution comme mode de lecture de la démocratie locale) 179

I.1. Sur les garanties démocratiques de la libre administration

des collectivités territoriales 180

I.2. Sur le verrouillage constitutionnel de la démocratie locale..... 182

II. La démocratie locale hors des liens constitutionnels

(de la démocratie locale comme mode de lecture de la Constitution) 185

II.1. Sur le mythe de la démocratie locale : quelles avancées ?..... 186

II.2. Sur le mythe de la démocratie locale : quelles résistances ?..... 189

Conclusion 191

Chapitre 8.

La décentralisation, le Conseil constitutionnel et l'ordre de la langue 193

I. Le Conseil constitutionnel et le statut socio-politique des langues 193

II.2. Une décision banale ? 196

II.2.1. La prévisibilité 196

II.2.2. Sagesse..... 198

III. Une décision inéluctable ? 199

III.1. Le droit à l'interprétation..... 200

III.2. Ce que l'interprétation juridique doit au mythe..... 202

Conclusion 204

Chapitre 9.

L'« acte 2 » de la décentralisation : d'une mise en scène constitutionnelle..... 205

I. L'héritage 206

I.1. Le contexte..... 207

I.2. Les effets..... 208

I.3. Les interrogations..... 208

II. Les perspectives 210

II.1. Nouvelles certitudes..... 210

II.2. Interrogations persistantes 213

Conclusion générale.

L'action publique territoriale entre « droit » et « sciences du politique »... 217

Bibliographie 223

1. Ouvrages..... 223

1.1. Thèses et manuels..... 223

1.2. Ouvrages collectifs 224

1.3. Autres publications..... 225

2. Articles 226

3. Conclusions et notes de jurisprudence..... 232

4. Autres travaux (Répertoires, Mélanges, Rapports, Revues)	234
Index des auteurs	237
Index des matières	239